

On a souvent rappelé ces dernières semaines, du moins parmi les Palestinien-nes et leurs soutiens, que l'histoire n'avait pas commencé le 7 octobre. Mais quelle histoire ? Plusieurs temporalités sont possibles : celle du sionisme comme projet, celle du soutien des puissances impérialistes à ce projet, celle de la colonisation de la Palestine, etc. Thierry Labica propose ici un retour sur les 16 années du blocus de Gaza, avec ses effets terribles sur le plan humanitaire, et sur la stratégie mise en oeuvre par Israël et ses alliés d'isoler politiquement le Hamas.

Face à la force des dénis opposés à la recherche de compréhension contextualisée de la séquence ouverte par les attaques du 7 octobre et les crimes de guerre qui ont marqué cette journée, « l'histoire n'a pas commencé le 7 octobre », vaut d'emblée plus comme slogan que comme simple constat. Ce qui suit voudrait contribuer à répondre à cette revendication et par là même, affranchir l'évènement de la religiosité néoconservatrice qui tend à en définir l'appréhension « normale » : manifestation de l'essence malfaisante d'un ennemi absolu autorisant alors une éradication systématique dont la forme n'est autre que l'entreprise de nature génocidaire à laquelle nous assistons depuis bientôt deux mois, à l'heure où ses lignes sont écrites.

Il va de soi que l'histoire de l'isolement de Gaza est plus longue que ce qui est proposé ici. On a pris le parti de s'en tenir au moment d'intensification du blocus de la bande de Gaza suite à la victoire électorale de Hamas lors des élections législatives de janvier 2006, victoire qui prolongeait les succès électoraux de cette même organisation lors des scrutins municipaux intervenus entre décembre 2004 et décembre 2005. Il s'agit ici de rappeler, ou présenter, quelques-unes des manifestations majeures de l'entreprise de neutralisation et de suffocation punitive des processus politiques et diplomatiques qui auraient pu permettre à la bande de Gaza sous gouvernement Hamas d'émerger comme ensemble territorial, économique et institutionnel à part entière, et à ce titre, comme préalable indispensable à la formation d'un État palestinien.

En attirant l'attention sur divers aspects du rôle de la communauté internationale, en appui à la violence coloniale israélienne, cette contribution ne traite pas et ne peut traiter de points que la lectrice et le lecteur pourraient juger cruciaux. On pense par exemple aux conditions du renforcement de l'audience du Hamas sur fond de clanisation, concurrence et violence factionnelle, au sein du Fatah en particulier dans les années post-Oslo.

On pense également, et surtout, aux divers niveaux d'analyse qu'exige la compréhension de la trajectoire complexe du Hamas, entre institutions sociales et caritatives (largement autonomes), flexibilité doctrinale, pratique de la violence, et pragmatisme, recherche de reconnaissance et de participation politiques, notamment avec la tentative d'intégration à l'OLP (2005) dans une visée de partage du pouvoir. Ainsi, contrairement à l'idée couramment répandue que le Hamas formerait un monolithe intégriste identique à lui-même depuis sa création, on tiendra ici comme généralement acquis que le Hamas n'est pas d'un seul tenant, ni dans son histoire, ni dans sa surface et sa pratique sociales et politiques, ni dans ses positionnements idéologiques.

De manière entièrement prévisible pour une organisation de cette importance, le premier Hamas n'est pas celui des années Oslo, qui à son tour n'est pas tout à fait celui de la séquence électorale 2004-2006, qui n'est pas celui du tournant plus rigoriste de 2009 et après dans des conditions qui furent celles de la reconnaissance recherchée et systématiquement déniée, de l'isolement, des immenses destructions guerrières de

2008-9, de la destruction avancée frappant l'ensemble secteur socio-caritatif auquel il était associé, et plus généralement, de la désintégration alors rapide des structures sociales de la société palestinienne (tous sujets sur lesquels les travaux de la chercheuse Sara Roy ont apporté des éclairages indispensables, comme on le verra ici).

Dans l'alignement global sur la stratégie néo-conservatrice de la « guerre au terrorisme », non exempte de fanatisme religieux[1], au cours des années 2000, quel fut le processus de destruction politique auquel les dernières semaines offrent un point d'orgue catastrophique ? Voilà donc la question à laquelle ce qui suit tente de proposer quelques éléments de réponse.

*

Les élections législatives palestiniennes de 2006 et ses suites immédiates

Des élections législatives se sont tenues dans les territoires fin janvier 2006, les premières alors depuis dix ans. Pour les gouvernements états-unien et britannique, après la seconde guerre d'Irak et le renversement de Saddam Hussein, ces élections paraissaient s'inscrire dans un élan démocratique plus large au Moyen-Orient (« changement de régime » en Irak, élections ouvertes en Égypte, présidentielles en Palestine). Les conditions du scrutin (censées avantager le Fatah), le soutien et l'aide financière américaines aux candidats non-Hamas, devaient conforter la victoire attendue du Fatah et de Mahmoud Abbas. Dans la stratégie américaine, il était acquis que les processus électoraux avaient vocation à favoriser la victoire de forces pro-américaines et pro-occidentales.

Contre toute attente, et au terme d'un processus électoral dont la régularité fut reconnue par tous, c'est le Hamas qui remporta la victoire électorale. Le Hamas voyait ainsi sa base électorale renforcée après avoir déjà gagné nombres de sièges aux termes de scrutins locaux aux cours des années précédentes. Comme le note l'historien des relations israélo-américaines, Jerome Slater, ces résultats n'étaient en rien révélateurs d'une hostilité religieuse anti-israélienne particulière de cette base électorale du Hamas. Ce vote exprimait l'espérance d'une amélioration socio-économique de la condition des Gazaouis[2], espérance en partie inspirée par une réalité de l'ampleur comme de l'ancienneté des réseaux d'œuvres sociales du Hamas.[3]

Ce résultat n'en occasionna pas moins un profond dilemme, comme l'a expliqué la spécialiste de la région, Rosemary Hollis : pour les États membres de l'UE qui s'étaient faits les chantres de ce projet démocratique, comment maintenir l'aide financière à l'Autorité Palestinienne (AP) quand selon leurs propres législations, cette AP serait désormais conduite par une organisation qu'ils avaient eux-mêmes désignée comme terroriste quelques années plus tôt seulement.[4]

A cette époque, il se trouve des responsables politiques non-membres du Hamas prêts à participer à un gouvernement dirigé par le Hamas, et dans l'électorat ayant voté pour ce parti se trouvait une majorité de gens consentant, par pragmatisme, à la solution à deux États.[5] Le Hamas, force électorale, proposa d'élargir la constitution de son gouvernement dans la cadre d'une coalition.

En outre, et comme le rapporte Jean-Pierre Filiu, Ismael Haniyeh, le dirigeant du Hamas, déclare dans le *Washington Post* que « si Israël se retire des frontières de 1967, nous

établirons une paix par étapes ». J-P. Filiu précise : « Il se dit prêt à reconnaître Israël, à condition que l'État hébreu s'engage publiquement à « donner un État au peuple palestinien et à lui reconnaître ses droits. »[6]

Dans ces conditions, Hamas s'engageait à une trêve de dix ou quinze ans afin de « connaître l'intention réelle d'Israël », rapporte J. Slater. Toujours en 2006, Haniyeh, maintenant premier ministre, s'adressa « secrètement au président Bush pour lui demander de mettre fin au boycott américain de Hamas et de s'engager « dans des négociations directes avec le gouvernement élu » ». Selon le journal *Haaretz*, ce courrier exprimait des craintes pour la stabilité et la sécurité de la région, redisait l'acquiescement à un État palestinien dans les frontières de 1967 tout en proposant une trêve de long terme et un renouvellement « automatique » du cessez-le-feu.

Ce ne fut pas le seul message de ce genre. Tous, explique J. Slater, furent ignorés et restèrent donc sans réponse et la position de Washington resta inchangée.

En réaction à un nouvel assassinat par Israël d'un dirigeant du Hamas, « non seulement le Hamas ne mena aucune représailles, mais fit secrètement savoir au gouvernement israélien qu'il « s'engagerait à ne conduire aucune action violente contre Israël et empêcherait les autres organisations palestiniennes de le faire » à condition qu'Israël arrête ses assassinats et ses attaques militaires. Même le Jihad islamique déclara être prêt à mettre fin à ses attentats suicides et ses tirs de roquettes si Israël cessait ses attaques. »[7]

Le Hamas, en l'absence de réponse, rendit ses positions publiques. En février, Khaled Mechaal, membre du bureau politique du Hamas, déclara que le Hamas ne s'opposerait pas à l'Initiative de paix Arabe ; le sommet de la Ligue Arabe tenu à Beyrouth de mars 2002 reprit la proposition saoudienne de paix durable, de reconnaissance et de normalisation des relations économiques et diplomatiques, en échange d'une mise en conformité d'Israël avec le droit international (retrait complet des territoires occupés en 1967 et solution au problème des réfugiés). Dans un entretien à un journal russe, Mechaal annonçait la fin de la résistance armée en cas de reconnaissance des droits du peuple palestinien.[8] Le Hamas réaffirma ces positions en avril et en mai 2006.

Toutefois, là encore, ces propositions, ouvertures et engagements de la part de l'organisation alors devenue le principal acteur politique du moment furent ignorées, non sans un supplément de mépris, cependant : les propositions du Hamas, selon un porte-parole israélien, n'étaient que « gymnastique verbale », « ruses ». Fin juin de cette même année 2006, Israël mena l'opération « pluie d'été ». Cette attaque militaire suivait de quelques heures l'annonce du cadre négocié entre Haniyeh et Abbas pour l'établissement d'un gouvernement d'union nationale, et de quelques jours l'enlèvement du soldat israélien Gilad Shalit. Puis survint l'opération « nuages d'automne » durant la première semaine de novembre. 82 palestiniens furent tués (« dont 50 cinquante civils, incluant 2 médecins, 10 femmes et 16 enfants »).[9] Au cours de cette même année 2006, Israël tua 657 palestiniens, dont la moitié de civils. Les palestiniens tuèrent 23 israéliens.[10]

Le 29 juin 2006, l'armée israélienne procéda à l'arrestation de 64 élus du Hamas en Cisjordanie (ministres, députés, maires et cadres politiques), et le 30, rapportait *Le Monde* le même jour, « le statut de résidence à Jérusalem-Est d'un ministre et de trois députés palestiniens du mouvement islamiste a été annulé, quelques heures après un raid aérien contre le ministère de l'intérieur à Gaza. » Le même journal rendait compte alors de la situation dans les termes suivants :

Alors qu'Israël resserre son étau sur les dirigeants politiques et les activistes du Hamas avec l'intention affichée de renverser le gouvernement mis en place après les législatives de janvier, le premier ministre palestinien issu du mouvement islamiste, Ismael Haniyeh, tente de tenir tête à Tel-Aviv tout en entrouvrant la voie de la diplomatie. [...]

« Ils pensaient que cela pourrait faire chuter le gouvernement, mais nous leur disons : vous ne détruirez pas notre choix », a ajouté Ismaïl Haniyeh, en référence à l'élection du Hamas aux élections législatives de janvier. « Les personnalités changent, les responsables changent mais une chose reste : les élections et ses résultats. Tout gouvernement qui sera formé dans les quatre prochaines années le sera sur la base des résultats des élections », a insisté le premier ministre.[\[11\]](#)

D'où cette « ironie suprême » relevée par Sara Roy :

« Hamas avait très clairement indiqué vouloir gouverner normalement, sans sanctions ni menace permanente d'attaques israéliennes [...] Dès avant sa victoire électorale, Hamas avait efficacement suspendu ses attentats suicide et observait unilatéralement le cessez-le-feu proposé avec Israël (d'environ dix-huit mois) faisant ainsi preuve de sa capacité à mettre en œuvre un cessez-le-feu lorsqu'Israël rendait dûment la pareille. [...] [Hamas] fit aussi clairement savoir qu' « il se conformerait à tout à accord ratifié par référendum populaire » ». [\[12\]](#)

Quelques mois plus tard, en février 2007 à la Mecque, un accord était trouvé entre le Fatah et le Hamas suite à une médiation du roi Abdallah d'Arabie Saoudite : le Hamas s'engageait, là encore, à reconnaître et accepter les accords antérieurs et à former un gouvernement d'unité nationale. [\[13\]](#)

Il est également notable qu'au cours de cette courte séquence politique charnière, nombres de responsables politiques jugèrent nécessaire de tenter de surmonter les préventions et dispositions déjà existantes à l'égard de Hamas pour reconnaître et inclure cette organisation comme acteur politique désormais incontournable.

Ce fut le cas de Chris Patten, figure de premier plan de la politique étrangère britannique au moment de la rétrocession de Hong Kong à la Chine populaire [\[14\]](#) ; des membres du gouvernement Blair de l'époque, dont Jack Straw, alors ministre de affaires étrangères et du Commonwealth, estimaient que le maintien d'échanges directs avec les élus locaux du Hamas relevait de leur devoir diplomatique même.

Tony Blair lui-même jugeait que le Quartet (Nations Unies, UE, États-Unis, Russie) devait accepter, sous certaines conditions, le principe d'une négociation avec un gouvernement de coalition comprenant le Hamas et qu'une telle unité politique palestinienne était souhaitable et devait être possible, au moins avec les composantes plus modérées du Hamas. [\[15\]](#) Pour Roy, en 2009, « si Hamas en aucune façon ne parle pour tous les palestiniens, il est inepte de supposer qu'Hamas peut être ignoré politiquement et diplomatiquement ». [\[16\]](#)

Récapitulons quelques-uns des principaux traits de cette conjoncture de l'année 2006.

Le Hamas, organisation souvent désignée comme terroriste depuis le début des années 2000[17], participa aux échéances électorales, remporta d'importants succès électoraux, proposa de former un gouvernement d'unité nationale et respecta le cessez-le-feu de dix-huit mois (mars 2005- juin 2006) négocié avec Israël, reconnut les accords antérieurs, les frontières de 1967 et donc de l'État d'Israël (en s'abstenant de toute rhétorique anti-juive et de projet de « destruction d'Israël »), et émit une série de propositions d'engagements et d'ouvertures en échange d'engagements sur la reconnaissance des droits du peuple palestinien, la fin de l'occupation et l'édification d'un État.

Deuxièmement, nombre de responsables politiques en vinrent à reconnaître en Hamas un acteur clé de la situation, qui doit être inclus aux cadres politiques de négociation ; ses dirigeants sont invités à s'exprimer dans la presse britannique et américaine.

Troisièmement, entre silence et mépris, le tandem israélo-américain adressa une fin de non-recevoir à toute proposition faite par le Hamas et, de cette manière, neutralisa l'ensemble de possibilité de construction du processus politique concerté alors encore disponible et souhaité, ce en dépit de la terrible adversité régnante. Cette attitude ne fut cependant que le préalable à une stratégie d'isolement et de strangulation du gouvernement de la bande de Gaza (et de sa population), à défaut d'être parvenu à le renverser.

Boycott, désinvestissement et sanctions de la communauté internationale, contre l'occupé : premières mesures (janvier 2006 - juin 2007)

Un boycott commença à être mise en œuvre dès la mi-février 2006 : pour la première réunion (à Ramallah) du parlement nouvellement élu, les parlementaires Hamas furent empêchés de se rendre en Cisjordanie et durent suivre la séance en visioconférence.

La désignation d'Ismael Haniyeh au poste de premier ministre devant former un gouvernement fut immédiatement suivie de sanctions financières : Israël suspendit le transfert à l'AP des taxes prélevées par Israël sur les échanges avec Gaza et la Cisjordanie, mesure que dénonce l'ONU. En outre, comme on l'a vu, Israël procéda à la capture de 64 élus.

Les États-Unis, en lien avec Israël, et la communauté internationale, coupèrent bientôt Gaza du reste du monde, laissant ce territoire sans travail, sans nourriture et sans recours. Privé des financements internationaux habituels, le gouvernement ne disposait dès lors plus des ressources nécessaires pour payer ses 162 000 employés. Ainsi, au moment où Hamas « fit clairement savoir qu'il entendait gouverner normalement » le boycott débuta en juin 2006 suite à la constitution de la plateforme gouvernementale palestinienne « relevait d'une forme de punition collective contre l'ensemble de la population palestinienne et, à ma connaissance », précise Sara Roy, « fait inédit dans l'histoire de ce conflit : la communauté internationale imposait des sanctions à l'occupé plutôt qu'à l'occupant ».

Il apparut un peu plus tard, en 2008, que le gouvernement Bush avait préparé en secret un

projet de renversement du gouvernement Hamas devant permettre à Abbas une reprise du pouvoir dans des conditions d'un état d'urgence. La ministre de George Bush junior, Condoleeza Rice, s'employa à convaincre l'Égypte, la Jordanie, l'Arabie saoudite et les Émirats, d'offrir entraînement et financements à des combattants du Fatah. Un budget de 1,27 milliards de dollars sur cinq ans était prévu pour cette entreprise dont Mohammed Dahlan, contact déjà ancien de la CIA, représentait le relai principal.

De son côté, l'UE craignant une crise humanitaire à Gaza et un effondrement de l'AP consolida sa contribution au sabotage post-électoral dans un montage bureaucratique visant à fournir une aide directe aux populations en contournant le gouvernement Hamas : le *Temporary Interim Mechanism* (TIM) eut l'étrange mérite de cumuler accroissement de la dépense humanitaire et la dégradation continuée de la situation des populations censées la recevoir.[\[18\]](#)

De très violents affrontements eurent lieu à Gaza entre le Hamas et le Fatah au cours de la deuxième semaine de juin 2007, dans ce qui prenait les traits d'une guerre civile palestinienne. En repoussant les combattants du Fatah, le Hamas installa son pouvoir à Gaza le 13 juin. Le même jour, Abbas procéda à la dissolution immédiate du gouvernement d'unité et au renvoi du premier ministre Haniyeh. En outre, Abbas annula toutes les décisions prises par le gouvernement Hamas et quatre jours plus tard, le 17 juin, procéda à la nomination d'un nouveau cabinet. Le boycott international imposé à l'AP par les États-Unis et l'UE put alors prendre fin, et de son côté, Israël débloqua les 562 millions de dollars de prélèvements fiscaux dus à l'autorité nationale palestinienne et qu'il avait retenu jusqu'à cette date. Dans le même temps, le blocus de la bande Gaza contrôlée par le Hamas allait se poursuivre et s'intensifier, selon une logique de persécution, d'isolement et de destruction impitoyable.

La version selon laquelle le Hamas se serait « emparé » du pouvoir par la violence en 2007 pour asseoir sa domination, n'est digne d'aucun crédit dès lors qu'elle passe sous silence les diverses modalités de neutralisation et annulation du processus électoral de janvier 2006. L'ex-conseiller néoconservateur pour le Moyen-Orient du vice-président néoconservateur Dick Cheney, David Wurmser lui-même, démissionna quelques semaines seulement après la bataille fratricide du 7-14 juin 2007, expliquant que « il me semblait bien que ce qu'il venait de se passer n'était pas tant un coup de force du Hamas qu'une tentative de coup par le Fatah, empêchée avant qu'elle ne survienne ».[\[19\]](#)

Pour Sara Roy, écrivant après les bombardements de 2008-2009,

il ne peut y avoir de processus de paix crédible avec un gouvernement palestinien qui exclut le parti élu par les palestiniens pour les gouverner. [...] [Le] Hamas non seulement reste ouvert au partage du pouvoir, mais a aussi une histoire d'accommodements non-violents et d'adaptation politique, de réflexivité et de transformation idéologiques, et de pragmatisme politique que l'Occident devrait accueillir de manière positive. L'autre voie possible s'annonce porteuses de désastres, dès lors que plane la menace d'un renforcement des éléments les plus régressifs au sein du Hamas, et d'une radicalisation des palestiniens plus généralement, dans la déstabilisation d'une situation déjà chargée de tensions insupportables.[\[20\]](#)

5 novembre 2008 : Gaza, laboratoire de l'anéantissement social et économique

Suite à la prise de pouvoir du Hamas en juin 2007, plusieurs pays et entités internationales, d'Israël, jusqu'à l'AP sous la présidence Abbas en passant par l'UE, les États-Unis, le Canada, et l'Égypte, se sont employés à administrer, avec des moyens bureaucratiques sophistiqués, le processus d'enfermement de la population de Gaza dans des conditions de pauvreté abjecte.

Ce qui suit vise à donner quelques exemples saillants de la stratégie censée conduire la population de Gaza, par sa maltraitance généralisée, à se retourner contre son gouvernement, comme si l'énormité de la catastrophe humanitaire irakienne liées aux sanctions appliquées après la première du Golfe, n'avait strictement rien appris à personne. Seule supposition crédible pour éclaircir ce mystère : l'indifférence absolue à la mort de masse des populations Arabes du Moyen-Orient, supposition vérifiée par une célèbre déclaration de Madeleine Albright, responsable des affaires étrangères de 1997 à 2001 : un demi-million d'enfants sont morts, mais « [the price is worth it](#) » [le prix à payer en vaut la peine].

Israël

Le 5 novembre 2008, Israël mit en place ses mesures de confinement systématique de la bande de Gaza. Des marchandises de toute nature (alimentation, médicaments, carburant, papier, colle, tasses de thé...) n'entraient qu'en quantités très restreintes, voire, plus du tout. 4,6 camions de produits alimentaires passaient, en moyenne, la frontière chaque jour au cours de ce mois de novembre. Selon Oxfam, on en dénombrait 123 chaque jour le mois précédent, et en décembre 2005, 564. Conséquence quasi immédiate du blocus : cinq semaines plus tard, le 18 décembre, l'UNWRA dut suspendre toutes ses distributions alimentaires, que ce soit au titre de ses programmes d'urgence ou de distribution régulière.^[21] Or, au cours de cette même année 2008, on recensait déjà à Gaza 1,1 million de destinataires de l'aide alimentaire, sur une population de 1,4 millions d'habitants.

Une liste d'exemples des privations infligées aux Gazaouis - et tout ce qu'elle comporte d'extrémisme assumé et de brutalité déshumanisante - serait bien trop longue ici. Pour essayer de s'en tenir à un essentiel toujours bien trop abstrait, il faut se contenter d'insister sur l'objectif poursuivi par la politique du pouvoir israélien et ses nombreux alliés et soutiens : Gaza doit être vidée de toute dimension politique, elle doit être radicalement isolée et dissociée de la Cisjordanie sur le plan territorial, culturel, administratif, social et économique, pour être réduite à un pur état de subsistance qui permet de *reléguer ce territoire au statut de strict enjeu humanitaire*, à grande distance de toute considération politique relative aux droits humains. En cela, Gaza peut être aussi considérée comme un laboratoire de ce que Sara Roy a analysé sous le concept de « dé-développement ».^[22]

On comprend mieux cette priorité, et l'énormité de l'agression qu'elle induit, si l'on tient compte du fait que Gaza est le cœur politique et le noyau stratégique de la Palestine et du nationalisme palestinien, le centre de la résistance passée et présente. À ce titre, Gaza représente une menace politique qui va bien au-delà -et qui précède de longue date - [le] Hamas. Israël a bien compris ceci, raison pour laquelle Gaza est tenue à l'écart,

marginalisée, diabolisée et punie par un siège maintenant dans sa sixième année [en 2012]. C'est aussi la raison pour laquelle Gaza continue d'être attaquée. [\[23\]](#)

Comme l'indique Sara Roy, le *New York Times* du 15 juin 2007 rapportait que le premier ministre israélien de l'époque, Ehud Olmert, s'apprêtait à faire part au président Bush du souhait israélien : « *boucler la Cisjordanie occupée par Israël afin de la protéger de l'infection par Gaza* ». Aussi le succès électoral de Hamas, « organisation terroriste », a été une aubaine pour Israël dont le projet de claustration de Gaza allait pouvoir se doter d'un solide prétexte sécuritaire. Netanyahu, de retour au pouvoir en 2009 (et qui, déjà de longue date, avait fait de la « lutte anti-terroriste » le socle de sa vision politique [\[24\]](#)), allait pouvoir à son tour creuser cette division en dictant l'alternative laissée à Abbas et à l'Autorité palestinienne : la paix avec le Hamas, ou la paix avec Israël.

En 2012, suite à la campagne de bombardements israéliens qui venait de s'achever, on assiste donc sans surprise à une nouvelle série de menaces israéliennes contre toute réconciliation et tout projet de rapprochement politique entre le Hamas et le Fatah : l'eau et l'électricité, déjà rares, seraient coupées à Gaza en cas de formation d'un gouvernement d'unité.

Plus généralement, côté israélien, la [succession des épisodes de bombardements](#) peut être comprise comme accélératrice de l'entreprise d'un écrasement social, économique, psychique de Gaza déjà menée dans le cadre « normal » de l'organisation stratégique de la pénurie. Pour rappel :

- en vingt-trois jours, en 2008-2009, 1400 palestiniens et treize israéliens tués ;
- en huit jours, en 2012, plus de 160 et 6 israéliens tués ;
- en cinquante jours, en 2014, 2100 palestiniens et 73 israéliens (dont 67 soldats) sont tués ; ;
- en onze jours, en 2021, 260 palestiniens tués et 13 israéliens
- en trois jours, en août 2022, 30 palestiniens tués.

Entre 2008 (« Opération plomb durci ») et le 7 octobre 2023, l'ONU a recensé 6621 palestiniens tués et 308 israéliens (soit un ratio de 1/21). En outre, en 2008-2009, les bombardements ont détruit 1500 ateliers ou fabriques ; près de la moitié des 122 services de santé dont 15 hôpitaux furent endommagés ou détruits ; 280 écoles et jardins d'enfants et 6300 habitations furent en totalité ou en partie détruites.

En 2014, l'opération « bordure protectrice » conjuguée aux effets du blocus entraîna une contraction du secteur manufacturier à hauteur de 60% ; l'attaque de l'été 2014 a causé la dégradation ou la destruction de 170 000 habitations et a laissé 100 000 personnes sans domicile. A quoi il faut ajouter les 5000 habitations détruites au cours des épisodes antérieurs et non encore reconstruites. Environ 60 % de la population ont donc vu leur maison endommagée ou détruite entre 2008 et 2014. Les Nations Unies estimaient que 1000 unités de production et ateliers et plus de 4100 établissements de vente de gros et de détail, de restauration et du secteur de l'hôtellerie ont été détruits et endommagés. Un coup particulièrement dur fut ainsi porté aux secteurs de l'alimentation, de l'industrie pharmaceutique, et des activités de reconstruction, entre autres.

Les États-Unis

Les politiques de soutien (économique, militaire, diplomatique, etc.) systématique et multiforme des États-Unis à Israël sont globalement connues et prévisibles. Ceci ne doit cependant pas conduire à sous-estimer des inflexions importantes notamment quant au processus historique d'identification et de fusion des intérêts israéliens et états-uniens, en particulier dans le cadre du tournant néo-conservateur des années 2000 et de l'arrivée au pouvoir du sionisme chrétien évangélique dont le mandat de Donald Trump fut un moment de plein aboutissement. Les deux pays n'ont cessé de former depuis plus d'une génération un tandem singulier d'une hostilité affichée aux instances représentatives de la « communauté internationale ».

Toutefois, pour nous en tenir à la séquence et au processus d'isolement et d'abandon dont il est ici question, on peut au moins rappeler les quelques développements suivants. Dès 2007, au lendemain de l'installation définitive du Hamas au pouvoir à Gaza, les procureurs de l'État fédéral s'attaquèrent à ce qui avait été la première organisation caritative musulmane des États-Unis, la Holy Land Foundation, qui fut accusée de financer les activités du Hamas en contribuant à ses nombreuses œuvres sociales et humanitaires.

Abolissant toute distinction entre activités du secteur social du Hamas dans une société gazaouie réduite à la misère, d'une part, et d'autre part, activités militaires face à des forces déterminées à priver Hamas de son mandat électif, deux des responsables de cette organisation en vinrent à être condamnés en 2009 à soixante-cinq années de prison chacun et deux autres à vingt et quinze ans. En 2008, trois autres organisations caritatives musulmanes tombèrent sous le coup de la même accusation. La cour, tout en reconnaissant les activités humanitaires des trois organisations, les jugea coupables de soutien au terrorisme et leur imposa une amende de 156 millions de dollars. Le jugement fut cassé par une cour d'appel à l'argument que le lien incriminant restait à démontrer. Une autre cour, cependant, confirma la première décision, considérant que l'établissement de la preuve de lien n'était pas nécessaire.[\[25\]](#)

L'assaut sur toutes les ressources financières permettant le maintien de services sociaux, éducatifs, et autres, à Gaza, fut menée de toutes parts, UE incluse, bien entendu. Il prit une dimension particulièrement dramatique sous Trump, cependant. Fin 2018, les États-Unis mirent un terme à leur financement de l'UNWRA dont dépend le maintien de services éducatifs, de santé, de services sociaux pour les palestiniens réfugiés à travers le Moyen-Orient. Jusqu'à cette date, les États-Unis, avec des montants compris entre 300 et 350 millions de dollars annuels (soit un tiers du budget annuel de l'agence -1,1 milliards de dollars), étaient le plus important contributeur de l'agence. Ces coupes budgétaires ont été particulièrement catastrophiques pour Gaza où l'UNWRA dépense environ 40 % de son budget dans son aide apportée à près d'un million de réfugiés.

En septembre de la même année, les États-Unis avaient également annoncé un retrait de 200 à 230 millions de dollars de financements de projets de développement à Gaza et en Cisjordanie, administrés par l'Agence américaine de développement international (USAID). La participation palestinienne à des programmes financés par USAID et l'ambassade américaine en Israël fut aussi réduite.

Le Canada, l'Égypte

En 2007 et 2008, le Canada contribuait aux ressources de l'UNWRA à hauteur 28 millions de dollars par an. Cette contribution fut réduite de près de 10 millions de dollars en 2009,

puis de 4 millions de dollars en 2010 pour atteindre les 15 millions de dollars. Trois ans plus tard en 2013, le Canada décida de mettre un terme à toute [contribution financière à l'UNWRA](#). Ceci représenta alors la perte de ressource la plus lourde qu'avait connu l'agence à cette date.

Ce repli canadien était lui-même à l'image d'une orientation pro-israélienne de plus en plus nette à partir de 2003.[\[26\]](#) Si le Canada a repris ses donations après 2013, les positions de l'ambassadeur canadien à l'ONU, Bob Rae, au cours du mois d'octobre 2023 poursuivent cette orientation sans ambiguïté. Le [boycott par l'ambassadeur canadien](#) de la commémoration de la Nakba organisée à l'ONU en mai 2023 en était un signe tout à fait clair.

L'Égypte a une longue histoire, remontant à la fin des années 1970, de coopération avec Israël dans la carcéralisation de Gaza. L'Égypte (et la Jordanie) eut une contribution active à la tentative de renversement armé du gouvernement Hamas en 2007. Un bref moment de répit fut accordé à la bande de Gaza lors de l'éphémère passage au pouvoir de Mohamed Morsi et des Frères musulmans en Égypte, entre 2011 (et l'obtention de la majorité parlementaire) et le coup d'État de Sissi en juin 2013.

La comparaison proposée dans *Middle East Eye* en 2016 par Ahmet Al-Burai entre la position de Morsi sur la question de Gaza, et celle de Sissi, mérite d'être citée un peu longuement :

L'Égypte d'Abdel Fattah al-Sissi ne fait pas que céder à la pression israélienne et américaine pour isoler la bande de Gaza, mais recommande également l'extension des sanctions et des moyens d'assujettissement. Morsi, lui, a travaillé sans relâche pour soulager les conditions étouffantes et le blocus inhumain imposés à la population de l'enclave côtière depuis plus de dix ans. Au cours de sa seule année au pouvoir, il a allégé les restrictions de passage pour les palestiniens au poste frontalier de Rafah, dans le sud de Gaza. Morsi est resté fermement réticent à accepter des compromis avec les atrocités commises par Israël.

Depuis que Sissi a pris le pouvoir à l'issue d'un coup d'État militaire brutal, l'Égypte a au contraire étayé sans équivoque la position du gouvernement extrémiste d'Israël contre la bande de Gaza voisine. Bizarrement, au cours de la dernière guerre contre Gaza, Azza Sami, rédacteur en chef adjoint d'*Al-Ahram*, journal le plus lu d'Égypte appartenant au gouvernement, a ouvertement applaudi le Premier ministre israélien : « Merci Netanyahu, et puisse Dieu nous donner plus de leaders comme vous pour que nous puissions détruire le Hamas.[\[27\]](#)

Comme [le rappelait le site d'al-Jazeera](#) plus récemment, ou encore [Tareq Baconi](#), le Caire est connu pour son rôle de médiateur clé entre Israël et Hamas au cours des dernières années et la contribution de l'Égypte à la reconstruction d'infrastructures détruites à Gaza après les bombardements de 2021 également été importante (500 millions de dollars). Mais l'Égypte a aussi participé au blocus de la bande de Gaza et à la destruction de tunnels d'une importance vitale dans l'allègement des effets du blocus sur la circulation des marchandises (et non pour la seule question des armes).

L'Autorité Palestinienne

L'AP de Mahmoud Abbas joua aussi un rôle considérable dans l'aggravation de la situation à Gaza, au-delà des évènements de 2006-2007. En juillet 2017, afin de faire pression sur le gouvernement Hamas pour que celui-ci renonce au contrôle du territoire, le président Abbas décida de renvoyer 6145 employés travaillant dans les secteurs de l'éducation, de la santé et d'autres services publics de Gaza.

Par ailleurs, l'AP refusait toujours de payer les salaires des 50 000 personnels de l'administration gazaouie au service du gouvernement Hamas tout en continuant *de verser les salaires* de ses propres 70 000 agents publics à Gaza, qui eux *ne travaillent plus* depuis 2007, lorsque Hamas chassa le [Fatah hors de ce territoire](#). Le coût de la manœuvre était compris en 45 et 60 millions de dollars par mois, financés par l'Arabie saoudite, l'UE et les États-Unis.

Un peu plus tôt, en avril 2017, l'AP avait déjà adopté des [mesures punitives](#) : baisses substantielles des salaires des agents publics dont certains ne reçurent que 30 % de leur salaire habituel, mais aussi coupures l'électricité ou restrictions des services médicaux et des financements de la santé.

Enfin, il faut au moins mentionner la manière dont la division entre la Cisjordanie (sous contrôle du Fatah) et Gaza (gouvernée par le Hamas) et l'ostracisation générale de Gaza, a été encore renforcée par la canalisation des fonds de donateurs vers la partie cisjordanienne qui en a résulté.

Conséquences : quelques repères

Avant la prise du pouvoir de Hamas à Gaza en juin 2007 environ 54% de l'emploi à Gaza se trouvait, selon la Banque mondiale, dans le secteur privé. Entre juin 2005 et septembre 2008, le nombre des sites de production en activité à Gaza est passé de 3900 à 23 (vingt-trois), toujours selon la Banque mondiale : environ 100 000 personnes, dont 40 000 travailleurs agricoles et 34 000 travailleurs dans l'industrie, soit pratiquement l'entièreté du secteur privé, perdirent leur emploi. Selon la Banque mondiale, le blocus à lui seul induisit une baisse de 50% du produit intérieur brut de Gaza entre 2007 et 2015. La bande de Gaza s'en est trouvée mise à l'arrêt.[\[28\]](#)

Entre 1999 et 2008, le nombre de familles recevant une aide alimentaire de l'UNWRA était passé de 16 174 à 182 400 (soit, 860 000 personnes). Au même moment, le Programme alimentaire mondial nourrissait 302 000 gazaouis. Au total, 1,1million de Gazaouis sur 1,4 million recevaient déjà une aide alimentaire en 2008. On assiste, dans ces conditions, à un affaiblissement manifeste des structures et solidarités familiales et à l'explosion des problèmes de souffrance mentale, de dépression et de traumatisme psychologique, en particulier chez les enfants : sur les 221 écoles de l'UNWRA, 161 proposaient des programmes de soutien psychologique, ce qui était encore loin de répondre aux besoins connus.

Fin 2010, le niveau d'insécurité alimentaire était passé à 61% de la population de Gaza. Il était de 40% en 2003. 900 000 personnes sur un total de 1,5 million d'habitants ne

disposaient pas des moyens suffisants pour se procurer le minimum nécessaire à un régime alimentaire jugé adéquat, pour eux-mêmes et leur famille. 200 000 de plus étaient en outre considérées comme exposées au risque d'insécurité alimentaire. 75% des familles gazaouies dépendaient déjà alors d'une forme d'assistance humanitaire.

Ces conditions d'appauvrissement extrême, de pression intense sur l'ensemble de la société gazaouie, et d'absence totale de perspective, ont vu, en particulier depuis 2014, l'accroissement des problèmes de violences domestiques, des divorces, des phénomènes de prostitution, de consommation de drogue, devenus beaucoup moins exceptionnels, et des suicides, dont les suicides d'enfants. S'est ajouté à cela une audience et une attractivité accrues de factions armées telles que l'État Islamique du Levant (ardemment combattues par le Hamas) non tant par conviction que pour les quelques revenus qui peuvent en être retirés.[\[29\]](#)

En 2017, nombre d'experts prévoient que la bande de Gaza pourrait n'être simplement plus vivable à l'horizon 2020. Une expression du désespoir induit par cette oppression multiforme a été les Grandes marches du retour qui débutèrent en mars 2018, protestation symbolique et pacifique. Celles-ci furent réprimées avec une brutalité extrême : 210 tués dont 46 enfants, et six morts israéliens, entre le 30 mars 2018 et septembre 2019, plus 35 000 personnes furent blessées et mutilées et souffriront de handicaps permanents aggravés par l'insuffisance ou l'absence des soins médicaux adéquats.

Les bombardements en 2021, puis de 2022, préparèrent un trentenaire tragique d'Oslo, avec, au 6 octobre 2023, le plus grand nombre de palestiniens tués (plus de 200 et une trentaine d'israéliens) depuis 2005. « L'histoire n'a pas commencé le 7 octobre » : ce qui précède est une tentative d'explicitation de ce que ce rappel comporte d'exigence de contextualisation. Seize années de blocus intégral de Gaza ont créé les conditions d'élimination sociale, économique, symbolique, et physique de la bande de Gaza et de tout ce qu'elle peut signifier.

Les six semaines qui viennent de s'écouler valent alors comme point d'orgue exterministe du projet colonial israélien désormais porté par un pouvoir fasciste avéré. De son côté, la communauté internationale, au gré de ses donations et programmes humanitaires, se sera appliquée à prendre en charge les gigantesques coûts financiers de la « normalité » d'une occupation qu'elle semble avoir tout à fait renoncé à contester, ne serait-ce que formellement, au point d'accepter de larmoyer avec l'agresseur colonial rhabillé en victime.

Pour conclure

Le Hamas, dans son histoire, peut être critiqué, accusé de corruption et d'abus, ou de recours condamnables à la coercition et violence. Ce parti peut l'être à juste titre au regard des dernières années, et nombre de Gazaouis, condamnés au plus grand désespoir ne se sont pas privés de le faire semble-t-il.[\[30\]](#)

Ceci ne peut effacer les conditions d'isolement et d'ostracisation, de profonde désintégration sociale, économique, familiale, et d'apparition d'authentiques intégrismes concurrents, auxquelles le parti « au pouvoir » à Gaza s'est trouvé devoir faire face aussi

un autre récit reste-t-il possible et indispensable, qui commence par reconnaître au Hamas le rôle historique d'organisation sociale et d'interlocuteur pragmatique et politique légitime qui lui a été absolument et catastrophiquement dénié.

Le 7 octobre est aussi le produit de ce déni, et la prétention d'en finir une bonne fois pour toute avec le Hamas tient au mieux de la persistance dans une logique aveugle de l'échec ; au pire, éliminer le Hamas n'est que le prétexte du nettoyage ethnique en cours en pleine involution génocidaire comme beaucoup se sont accordés à le constater depuis des semaines.

Le 7 octobre – dont, au fil des semaines, il semble qu'il [reste encore à apprendre quant aux faits eux-mêmes](#), comme le laissent entendre concessions officielles et témoignages de survivant.es – pour beaucoup, a ému et bouleversé pour des raisons évidentes compte tenu du nombre et de la nature des victimes, de l'effet de surprise et surtout de l'effroi suscités par des témoignages initiaux pour lesquels une prudence certaine aurait pourtant dû être de mise : aucun acquiescement possible à ce nouvel impératif d'« union sacrée ».

Il faut compter que pour d'autres, d'ailleurs, la « monstruosité » du 7 – qui, bien sûr, ne fut jamais celle d'Abou Ghraib, Guantanamo, Bagram, ou, plus proche du sujet, des centaines de morts et mutilés des Grandes marches du retour de 2018-19 et de l'année 2023 jusqu'au 6 octobre – tient aussi à l'écart contre nature avec l'attente intuitive d'une destruction humaine présumée relever des seules prérogatives *normales* des administrations impériales. A ce titre, supposons qu'une certaine clameur entourant le 7 octobre participe d'autres attendus et remplit une autre fonction : *exceptionnaliser* le 7 octobre, magnifier l'effroi devant l'évènement « hors norme », c'est aussi l'arracher de la trame évènementielle et causale dont il fait pourtant indissociablement partie.

Et c'est aussi, par là même, accomplir une nouvel fois le geste de l'effacement qui autorisera la préservation de l'essentiel, à savoir, du régime normal de brutalisation des colonisés. En cela, un certain registre d'émoi exceptionnaliste – avec toute son injonction au consensus préalable – participe du travail incessant de décontextualisation déjà assurée par les analogies péremptoires si communes avec les attentats terroristes de Paris de l'année 2015, analogies entre évènements pourtant irréductibles les uns aux autres. A moins d'ériger Benjamin Netanyahu en théoricien ultime du principe terroriste comme moteur fondamental de l'ordre mondial.

« L'histoire n'a pas commencé le 7 octobre » est une affirmation et une exigence juste, indispensable, et porteuse d'une force polémique dont on ne cesse de mesurer la charge.

*

Illustration : Wikimedia Commons.

Notes

[1] Cf. sur ce sujet, le passionnant travail ethnographique et historique de Victoria Clark : *Allies for Armageddon, The Rise of Christian Zionism*, Yale University Press, 2007, et également, Clifford A. Kiracofe, *Dark Crusade : Christian Zionism and US Foreign Policy*, I.B.Tauris, 2009.

[2] La chercheuse Sara Roy en a fait l'étude une étude particulièrement détaillée dans une étude majeure et très largement reconnue, *Hamas and Civil Society in Gaza. Engaging the Islamist Social Sector* [2011], Princeton University Press, 2014

[3] Jerome Slater, *Mythologies Without End : the US, Israel, and the Arab-Israeli Conflict 1917-2020*, Oxford UP, 2021, p.284

[4] R. Hollis, *Britain and the Middle East in the 9/11 Era*, Wiley-Blackwell, 2010, p.150

[5] Sara Roy, *Unsilencing Gaza. Reflections on Resistance*, Pluto Press, 2021, p.4

[6] J-P Filiu, *Histoire de Gaza*, [2012], *Pluriel*, 2015, p.402-403.

[7] J. Slater, *ibid.*, p.284-285

[8] Cité dans Slater, *ibid.*, p.285 ; cf. également, Roy, *Hamas ...*, *op. cit.*, p.210.

[9] Filiu, *op.cit.*, p.412

[10] Sara Roy, *Hamas and Civil Society in Gaza*, *op.cit.*, p.41

[11] « Malgré l'offensive militaire, le Hamas tient tête à Israël », *Le Monde*, avec AFP et Reuters, 30 juin 2006

[12] S. Roy, *Hamas...*, P.41

[13] Hollis, *op. cit.*, 155

[14] R. Hollis, *op. Cit*bid., p.156

[15] *ibid.* p.148, 154, 155, et Sara Roy, *Hamas... op. cit.*, p.49 et 280 note 114.

[16] Sara Roy, *Unsilencing...*, p. 36.

[17] Le Conseil de l'Europe plaça l'aile militaire de Hamas, les brigades Izz al-Din Qassam sur sa liste des organisations terroristes. L'organisation politique fut ajoutée en 2003. Cette décision fut annulée en 2014 mais le gel des aides financières fut maintenu.

[18] Filiu, *op. cit.* p. 409. Voir également les effets du Gaza Reconstruction Mechanism (GRM) et Material Monitoring Units Projets, concernant le contrôle de l'entrée des matériaux de construction après 2014, dans S Roy, *Unsilencing Gaza...* *op. cit.*, p.71 (cf. également son *The Gaza Strip : the Political Economy of De-development*, Institute for Palestine Studies, 2016)

[19] cité dans « US plotted to overthrow Hamas after election victory », *The Guardian*, 4 mars 2008, <https://www.theguardian.com>

[20] S. Roy, *Hamas...* *op. cit.*, p.48-49

[21] S. Roy, *Unsilencing Gaza...* *op. cit.*, p.29, 30

[22] Dans *The Gaza Strip : the Political Economy of De-development*, *op. cit.*

[23] S. Roy, *Unsilencing...*, *op. cit*, p.44

[24]cf. B Netanyahu, *Fighting Terrorism: How Democracies Can Defeat Domestic and International Terrorists*, Allison & Busby, 1995. Ce livre court tire son intérêt rétrospectivement de la longévité politique remarquable de son auteur. *Fighting Terrorism*, procédait à la réduction générale des affaires du monde à la seule énigme terroriste et ce faisant, œuvrait à la fusion néo-conservatrice des intérêts israéliens et états-Uniens, projet qui justifiait déjà les attaques à venir contre les libertés civiles, et contribuait à construire le nouvel âge du racisme orientaliste arrivé au pouvoir suite aux attentats du 11 septembre 2001, dans les habits du « choc des civilisations », manifestement cher à l'auteur.

[25]S Roy, *Hamas...* op. cit., p. 97-100

[26]<https://www.cbc.ca/news/world/canada-united-nations-israel-gaza-war-1.7032739>

[27]<https://www.middleeasteye.net/fr/opinion-fr/morsi-vs-sissi-qui-vraiment-soutenu-les-palestiniens-dans-leur-detresse> ; sur l'attitude des médias égyptiens pro-gouvernementaux face aux cinquante jours de bombardements en 2014, <https://www.france24.com/en/20140720-egyptian-media-applauds-israel-gaza-offensive>

[28]S Roy, *Unsilencing...* op. cit., p.54 & 66

[29]S Roy, *ibid.* ... p.98

[30] Dans des manifestations pas toujours dépourvues, aussi, d'enjeux factionnels : Motasem Ad Dalloul, « What's behind Gaza's anti-Hamas protests », 24 ars 2019, <https://www.middleeasteye.net>